

Niveau(s) d'enseignement : 0
Centre d'intérêt : 100

Numéro EDUG : 9270519

Confédération des syndicats nationaux

L'éducation : un choix à faire : résumé de la plate-forme CSN en
éducation / CSN ; [rédaction, Jean Charest] -- [Montréal] : CSN, 1991
27 p. ; 28 cm.

Titre de la couv.

Vedette(s)-secondaire(s) : Charest, Jean

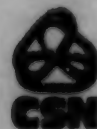
Descripteur(s) : Système scolaire * Syndicalisme * Accès à l'éducation *
Financement * Démocratisation de l'enseignement * Ressources humaines *
Multiculturalisme * Français (Langue) * Formation professionnelle *
Recherche et développement

Ce document constitue un résumé de la plate-forme CSN en éducation
(EDUG : 9270320). La CSN y rappelle sa préoccupation pour l'éducation,
s'interroge sur le type d'école désiré, sur la contribution des
gouvernements et des entreprises ainsi que sur le fardeau des usagers.
Elle propose de renforcer le réseau public, d'augmenter l'accessibilité
et la scolarisation, d'intégrer les communautés ethniques et de réduire
les inégalités sociales. Elle recommande d'éduquer et de former pour
l'avenir, de contrer l'analphabétisme, d'assurer un avenir pour tous les
jeunes, d'investir dans la formation professionnelle et la
recherche-développement et, enfin, de considérer le personnel au cœur
des services. La synthèse des propositions et de la plate-forme apparaît
à la fin du document.

Type de document

9270519

L'éducation: un choix à faire



**Résumé de la
plate-forme CSN
en éducation**



Table des matières

L'éducation, un bien essentiel	p3
Quelle école voulons-nous?	p4
Les gouvernements: une contribution qui s'amenuise	p5
Les entreprises: un effort minime	p6
Le fardeau des usagers et usagers	p6
Renforcer le réseau public	p6
Accessibilité: acquis et défis	p7
Les effectifs d'une région à l'autre	p8
Une éducation encore trop sexuée	p8
La scolarisation et la langue	p9
L'école et les inégalités sociales	p10
Une nouvelle réalité politique	p11
Eduquer et former pour l'avenir	p11
Contre l'analphabétisme	p12
Un avenir pour tous les jeunes	p13
L'enjeu de la formation professionnelle	p13
Investir dans la recherche-développement	p14
Le personnel au cœur des services	p14
En guise de conclusion	p15
Sources statistiques	p16

Synthese des propositions de la plate-forme CSN en éducation

1. Propositions d'ordre général sur l'éducation	p18
2. Propositions quant à l'accessibilité en éducation	p20
3. Propositions concernant le financement de l'éducation	p21
4. Propositions concernant les personnels de l'éducation	p22
5. Propositions concernant la pluriethnicité	p23
6. Propositions concernant la langue française	p23
7. Propositions concernant la formation professionnelle	p24
8. Propositions concernant la recherche-développement	p25
9. Propositions concernant l'implication des membres	p26
10. Proposition concernant les alliances	p26
11. Propositions quant aux travaux à poursuivre	p26

Une publication de la CSN

Redaction:

Jean Charrel en collaboration avec le
comité CSN sur la plate-forme en
éducation

Montage électronique:

Luce Laun

Impression:

Imprimerie de la CSN

Distribution:

l'équipe de distribution de la CSN

Février 1991

L'éducation, un bien essentiel

L'intérêt de notre centrale pour l'éducation n'est pas chose nouvelle, au contraire: dès ses débuts, par exemple, la CTCC réclamait des octrois pour la tenue de cours du soir gratuits pour les ouvrières et ouvriers, ainsi que l'implantation d'écoles de métiers et instituts techniques dans les centres urbains. Plus tard, elle revendiquera l'école obligatoire jusqu'à l'âge de 16 ans et des bourses d'études pour permettre aux étudiantes et étudiants doués mais peu fortunés de poursuivre leurs études jusqu'aux niveaux supérieurs. Parce qu'elle nourrissait une vision large et généreuse de son mandat, la CTCC, comme plus tard la CSN, s'est toujours soucée de voir partager par le plus grand nombre la qualité de vie et de démocratie que l'éducation peut assurer, et ce, avant même d'accueillir dans ses rangs des travailleuses et travailleurs de l'éducation.

Durant la décennie 1960, la CSN fut aux premiers rangs pour réclamer une école accessible, démocratique et moderne. Nous avons participé à l'implantation d'une réforme majeure, basée sur de nouveaux objectifs, auxquels nous adhérons. Vingt ans plus tard, le 54^e Congrès de la CSN a jugé le temps venu d'évaluer la place qu'avait prise l'éducation dans notre société, et de vérifier la réalisation des objectifs fixés naguère. Un comité s'est mis à la tâche, auquel ont participé, entre autres, les deux fédérations de l'éducation, la FNEEQ et la FEESP, et récemment, la plate-forme CSN en éducation a vu le jour, fruit de deux ans de recherches et de débats.

Pourquoi, aujourd'hui, faire de l'éducation un dossier majeur à la CSN? Certaines raisons, fondamentales, n'ont pas changé depuis les premières heures de la CTCC: pour la CSN, l'éducation est essentielle à une véritable implication des citoyennes et des citoyens dans la vie sociale, culturelle et politique, ainsi qu'à la participation aux progrès qui marquent la société et au renforcement de la vie démocratique. D'autres raisons tiennent davantage aux exigences de la société actuelle: plus que jamais, aujourd'hui, il est nécessaire de posséder une solide formation de base ainsi qu'une formation spécialisée, si l'on veut occuper une place intéressante sur le marché de l'emploi.

Comme membres de la CSN, nous avons cette chance précieuse de pouvoir bénéficier de l'expertise de travailleuses et de travailleurs du secteur de l'éducation: enseignantes et enseignants, personnel de soutien technique, administratif et professionnel d'entretien et de services. Le mouvement d'aller-retour que nous amorçons avec cette plate-forme permettra de l'enrichir de leurs commentaires, afin d'en faire un document d'information et d'intervention qui profitera à tous les membres de la CSN.

Je vous souhaite une bonne lecture.

Céline Lamontagne
vice-présidente de la CSN

Des choix politiques doivent être faits par le gouvernement du Québec en ce qui regarde l'avenir de nos services publics d'éducation, surtout que se profilent déjà des transformations sociales, politiques et économiques importantes. À l'aube des années 2000, il apparaît clairement que nous devons faire connaître nos positions relatives aux enjeux majeurs de l'éducation au Québec.

Au cours des dernières années, nous avons assisté à de nombreuses remises en question du système public d'éducation au Québec. Dans ce contexte, nous entendons refaire la démonstration de l'importance de l'éducation dans notre développement économique, politique, culturel et social.

Rappelons au départ que l'éducation joue un rôle important en ce qui regarde la justice socio-économique. Une meilleure scolarisation accroît en effet les chances d'accéder à une meilleure qualité de vie. Par ailleurs, l'école constitue un lieu de socialisation et de développement personnel important pour les individus.

Enfin, l'école doit être un lieu public et accessible de formation générale et professionnelle, un lieu qui contribue à ce que tous les jeunes et adultes aient la chance d'être équipés pour affronter les défis de demain en matière de développement social et culturel, économique et politique.

C'est dans ce sens que la CSN s'intéresse depuis longtemps à l'éducation. Comme mouvement qui travaille à l'élaboration d'une société plus juste, la CSN a toujours reconnu l'importance des services d'éducation et maintient qu'il s'agit là d'une assise fondamentale pour la société québécoise.

Nous avons opté pour un document s'inscrivant dans une perspective dynamique d'interventions publiques, ouvrant la voie à d'autres recherches en éducation, indiquant les chemins à parcourir et les débats à poursuivre. C'est là le principal rôle de la plate-forme en éducation que nous vous présentons.

Quelle école voulons-nous?

Les modifications au sein de la cellule familiale, au plan ethno-culturel, au niveau de la diversité et de l'importance des médias, au plan religieux, sont autant de pressions qui s'exercent sur notre système d'éducation pour qu'il évolue dans telle ou telle direction. De même, la multiplication des lieux d'éducation, de formation et de culture, qu'ils soient d'ordre public ou privé (musées, bibliothèques, expositions, écoles spécialisées, entreprises, etc.), modifie le rôle et la portée de notre système d'éducation.

En effet, si l'école a perdu une certaine exclusivité de l'éducation par rapport aux années 60, elle doit, par ailleurs, répondre à de nouveaux besoins comme l'intégration des jeunes handicapés, les services de garde du midi et de fin de journée, les nouvelles valeurs de la société québécoise (tel le respect de l'environnement), etc.

Cependant, les valeurs que nous voulons voir véhiculer par l'école doivent tout autant l'être par l'ensemble de la société car, en définitive, l'école ne demeure toujours qu'une des composantes de la société. Si nous voulons confier à l'école de nouveaux objectifs, il nous faut donc avant tout les assumer collectivement, mais aussi soutenir l'école dans cette voie par tous les moyens nécessaires.

Les gouvernements: une contribution qui s'amenuise

Bien que l'éducation soit un domaine de compétence provinciale, le gouvernement fédéral, par son pouvoir de dépenser, a historiquement contribué avec les provinces au financement de l'éducation. Au Québec, toutefois, le financement du système public d'éducation relève pour la plus grande partie du gouvernement provincial. En effet, le fédéral ne contribue qu'à l'enseignement post-secondaire et à la formation professionnelle de la main-d'œuvre.

En 1972-1973, le Québec consacrait 9 % de son produit intérieur brut (PIB) à l'éducation, contre 7,5 % pour l'Ontario. Ce pourcentage se situait à 8,9 % en 1981 et a diminué pour atteindre 7 % en 1988. Jusqu'au début des années '80, le Québec consacrait davantage à l'éducation que l'Ontario, le Canada ou les États-Unis. Les restrictions budgétaires des années '80 ont cependant conduit à un revirement de situation, si bien qu'en 1988, l'effort global du Québec, par rapport à son PIB, n'était que légèrement supérieur à celui du Canada ou de l'Ontario mais plus faible que celui des États-Unis. De plus, pour les dépenses par habitant et par élève (au primaire et au secondaire), le Québec est passé derrière le Canada, l'Ontario et les États-Unis dans la deuxième moitié des années '80.

Ces tendances lourdes, qui s'expriment au niveau gouvernemental par un désengagement graduel en matière de financement de l'éducation, introduisent à des paliers inférieurs une recherche de financement autonome qui met nécessairement une pression sur les usagers et les usagères.

C'est ainsi que les commissions scolaires cherchent à élargir leur pouvoir de taxation scolaire. Le gouvernement a d'ailleurs vite saisi l'occasion pour leur refiler une facture importante, reportant ainsi un coût additionnel sur le dos des propriétaires fonciers, ce qui n'est pas sans effet sur le coût des loyers, donc sur la population en général. Rappelons que la taxe scolaire a plus que doublé en 1990 suite à la décision du gouvernement du Québec.

De leur côté, les collèges publics jouent de plus en plus dans la tarification des cours aux adultes et même dans les frais divers reliés à l'enseignement régulier. Les universités recherchent, quant à elles, des fonds pour combler leur sous-financement, ce à quoi le gouvernement a répondu par le dégel des frais de scolarité.

Il y a à tous ces niveaux une dynamique qui met les pouvoirs administratifs de l'ensemble du réseau d'enseignement en opposition avec les usagers et les usagères, alors que l'opposition devrait plutôt s'exercer entre la population et ces pouvoirs contre les gouvernements provincial et fédéral.

Les entreprises: un effort minime

La contribution des entreprises au financement du système d'éducation est par ailleurs relativement faible au Québec. En effet, selon notre évaluation, les contributions fiscales nettes des entreprises constituent moins de 3 % du budget annuel de nos deux ministères à vocation éducative. Si on veut établir un parallèle avec leur contribution au système de santé, précisons que les entreprises participent à environ 22 % des dépenses publiques de santé au Québec.

Le fardeau des usagères et usagers

Compte tenu du désengagement de l'État dans le financement de l'éducation, le transfert vers les usagères et les usagers de charges directes de plus en plus lourdes au primaire, au secondaire et au collégial, ainsi que le dégel des frais de scolarité à l'université ne doivent pas nous surprendre. Du primaire à l'université, ce qui est remis en cause, c'est le financement gouvernemental d'un service qu'on traite de moins en moins comme un bien public accessible.

De notre côté, nous considérons que l'éducation est un bien essentiel dont l'accès ne doit pas être limité, notamment par les coûts de fréquentation scolaire (qui n'est pas par ailleurs le seul obstacle à l'accessibilité). Nous devons donc défendre son financement entier par le biais des impôts des entreprises et des individus, via un régime fiscal progressif qui tient davantage compte de la capacité de payer de l'ensemble des contribuables.

Renforcer le réseau public

L'éducation que reçoivent les jeunes constitue un élément majeur dans la détermination des rapports sociaux. Permettre une division dans et par l'éducation, en accordant des droits exclusifs à l'école dite privée, ne peut que contribuer à maintenir et même à accroître les inégalités sociales et économiques que nous avons toujours choisi de combattre.

En effet, lorsqu'une société permet et facilite le clivage chez les jeunes en deux réseaux d'éducation dont un est associé et pratiquement réservé aux milieux socio-économiques favorisés, cette société contribue à reproduire une hiérarchisation sociale basée sur les inégalités économiques.

Il y va, à notre avis, d'une question d'équité lorsque nous acceptons de payer collectivement à même nos impôts un droit réservé à une clientèle généralement aisée économiquement. Cela est d'autant plus questionnable que le réseau public est de plus en plus attaqué par le sous-

financement dont il souffre. Il y va donc d'une question de recherche d'équité dans les rapports sociaux et économiques que nous voulons développer pour l'avenir et qui ne peut trouver d'assises dans une école qui s'appuie sur la sélection des clientèles.

C'est dans cette recherche d'équité que nous devons nous situer pour revendiquer que le gouvernement québécois vise à développer un seul réseau public d'enseignement, harmonisé dans ses règles de fonctionnement et de financement.

Accessibilité: acquis et défis

Quelque 1 750 000 étudiantes et étudiants sont inscrits à l'un ou à l'autre des établissements du système public d'éducation au Québec, dont environ 1 500 000 à plein temps. À ce nombre, on doit ajouter quelque 120 000 autres qui fréquentent un établissement privé d'enseignement pour un grand total de 1 850 000 personnes inscrites dans un programme scolaire au Québec.

Bien que nous ayons dépassé les objectifs du Rapport Parent en matière d'accessibilité en secondaire III, il faut souligner qu'après plusieurs années de progrès rapide, l'accessibilité en secondaire IV et secondaire V a régressé récemment. En effet, la proportion de l'ensemble des jeunes qui accèdent au secondaire IV est passée de 89 à 86% entre 1984 et 1987. Pour ce qui est du secondaire V, après un sommet de 80% en 1985, l'accessibilité s'établit à 76% en 1987.

Si, au lieu de considérer l'accès seulement, on considère le pourcentage des jeunes qui persévèrent jusqu'à l'obtention du diplôme de secondaire (général et professionnel), on constate qu'en 1987, 68% des jeunes l'obtenaient, contre seulement 62% en 1986. Il s'agit d'un premier recul depuis longtemps, et la baisse est importante par rapport au sommet de 73% en 1986.

Par ailleurs, le rapport Parent prévoyait que 45% des jeunes d'une génération accéderaient à des études collégiales. Ce taux a été atteint en 1980. On peut d'ailleurs ajouter que l'accès au collégial s'est accéléré entre les années 80 et 85. En 1981, on considérait que 47% d'une génération accédait à des études collégiales. En 1985, ce taux s'élevait à 60 pour cent, et en 1986, il atteignait 65%. Ces dernières statistiques incluent cependant les clientèles adultes qui visent l'obtention d'un diplôme d'études collégiales et qui comptent pour près de 10%.

Toutefois, il semble que le même revirement qu'au secondaire soit constaté dès l'année 1987 avec un taux d'accès qui baisse pour la première fois pour se situer à 61%. Cela n'est pas surprenant dans la mesure où l'accessibilité au collégial est directement reliée à la persévérance jusqu'au diplôme au secondaire.

Si on considère plutôt la persévérance jusqu'au diplôme d'études collégiales, le taux de réussite se rapproche de celui du niveau secondaire. En effet, sur 100 étudiantes et étudiants qui s'inscrivent au collégial de façon assez constante depuis plus de dix ans, environ 63% persèverent jusqu'à l'obtention du diplôme.

Par ailleurs, si on considère l'ensemble des personnes âgées de 18 à 30 ans qui fréquentaient l'université à plein temps en 1986 par rapport à la population totale des 18-30 ans, on obtient un taux de fréquentation universitaire de 17 pour cent, soit moins que l'objectif de 20 pour cent visé par le Rapport Parent. En ajoutant les étudiantes et les étudiants à temps partiel, on dépasse toutefois cet objectif puisque le taux d'accessibilité avant l'âge de 30 ans se situe alors autour de 25 pour cent.

Il apparaît clairement que le Québec a encore des défis importants à relever en éducation, tant dans l'absolu qu'en comparaison avec les autres provinces. Les retards à combler s'expriment à tous les niveaux, mais il y a lieu de s'inquiéter particulièrement du trop fort pourcentage de jeunes qui quittent l'école secondaire sans diplôme et risquent ainsi de se retrouver dans les bassins de pauvreté.

L'éducation d'une région à l'autre

Au niveau collégial, toutes les régions administratives du Québec sont desservies par au moins un établissement d'enseignement post-secondaire, à l'exception du Nouveau-Québec. La constitution progressive du réseau d'enseignement collégial a permis d'atténuer les disparités régionales en matière d'éducation post-secondaire.

Du côté universitaire, le développement du réseau de l'Université du Québec constitue l'élément clef de l'accessibilité régionale aux études. Avant son avènement, seules les villes de Montréal, Québec et Sherbrooke étaient desservies par un ou des établissements universitaires.

Les efforts effectués depuis une vingtaine d'années ont permis de réduire les disparités régionales en éducation, même si il reste encore beaucoup de chemin à parcourir. En effet, plus on avance dans le niveau de scolarité (du secondaire à l'université), plus les disparités deviennent importantes entre les régions du Québec.

Une éducation encore trop sexuée

Depuis le début des années '80, on constate qu'il y a autant de filles que de garçons aux études secondaires, collégiales et universitaires. Mais malgré un rattrapage considérable des femmes en matière d'accès à l'éducation, elles se dirigent encore trop massivement vers des programmes d'études traditionnellement féminins. Ces programmes conduisent généralement à une sous-rémunération par rapport aux filières masculines de formation et d'emploi.

Pour ce qui est du choix des filières de formation, il reste donc beaucoup de chemin à parcourir pour atteindre un équilibre entre femmes et hommes en matière d'accès à l'éducation. Ce cheminement va de pair avec celui de la société à l'égard de la place des femmes, mais le premier lieu d'éducation et d'information qui puisse influencer les jeunes n'en demeure pas moins le système d'éducation. Il est donc nécessaire que les programmes d'enseignement et les intervenants en éducation poursuivent le travail déjà amorcé pour transmettre des valeurs d'équité entre les femmes et les hommes.

La scolarisation et la langue

Un des constats relevés par le rapport Farent, au cours des années '60, était la sous-scolarisation particulière des francophones. La réforme du système d'éducation québécois visait notamment cet aspect et on doit souligner les succès en la matière tout comme on doit souligner le rehaussement généralisé de la scolarité de l'ensemble de la population québécoise.

Du côté de l'accès à l'université, toutefois, les francophones demeurent très en retard sur les anglophones et les allophones. Par rapport aux premiers, les francophones accèdent en effet à l'université dans des proportions deux fois moins importantes.

L'école et les communautés ethniques

Comme lieu d'éducation, d'apprentissage et de socialisation, il est certain que l'école occupe une place privilégiée pour favoriser des rapports égaux et harmonieux entre les diverses communautés culturelles qui sont, il faut le rappeler, regroupées à 87% dans la région de Montréal.

L'adoption de la loi 101 en 1977 a permis de réaliser des progrès importants pour ce qui est de l'intégration des élèves allophones à l'école française. Au début des années '70, seulement 11% d'entre eux fréquentaient l'école française (primaire et secondaire confondus); en 1988-1989, cette proportion atteignait 73,7% au primaire, 64,3% au secondaire, et elle continuait toujours de progresser.

Les collèges anglophones, quant à eux, sont demeurés, tout au long des années 80, le premier choix des allophones. Toutefois, on ne peut ignorer que la proportion d'entre eux à opter pour l'enseignement collégial en français est passée de 14 à 23% entre 1980 et 1986.

Il semble que l'application de la loi 101 ait donné de bons résultats pour ce qui est de l'intégration des allophones. Malgré certains problèmes qui méritent une attention particulière, la survie du français dans les écoles n'est pas menacée. Cependant, cela ne signifie nullement que des politiques d'usage et de promotion du français ne doivent pas y voir le jour. On ne peut toutefois attendre davantage de la situation

linguistique des écoles que ce qui est avancé et défendu au niveau provincial concernant la culture et la langue françaises.

Par ailleurs, l'école ne doit pas être monolithique et ethnocentrique. La composition pluriethnique de l'école et de la société doit être vécue comme une richesse collective. Chacune, chacun peut et doit en tirer profit. La connaissance et le respect d'autrui, quelles que soient sa race, sa couleur, sa religion, sa langue d'origine et sa culture, doivent donc faire partie des valeurs transmises par l'école.

La pluriethnicité doit s'exprimer par la tolérance, le respect des différences et l'ouverture aux diverses communautés et à leur culture. Si l'école peut réussir à transmettre ces valeurs aux jeunes tout en poursuivant son rôle d'intégration et de valorisation de la langue et de la culture francophones, il y a alors de fortes chances que la solidarité sociale d'un Québec de plus en plus pluriethnique se solidifie dans l'avenir.

L'école et les inégalités sociales

Dans la mesure où la réforme scolaire a favorisé, même faiblement, la démocratisation de l'école, elle a été progressiste. Mais elle est loin d'avoir supprimé, comme l'espéraient les commissaires du rapport Parent, l'inégalité sociale devant l'école. Car, dans toute société, l'école ne fait que reproduire, sous une forme plus ou moins élargie, la structure de classe existante.

Cette citation de Marcel Pepin date déjà de 1974 et pourtant il semble bien qu'elle corresponde encore au portrait qu'on peut tracer du lien entre l'origine socio-économique et la fréquentation scolaire au Québec.

Plusieurs éléments, qui conditionnent tant la valeur éducative chez les jeunes que leur situation matérielle objective, doivent être pris en compte par l'école, si on veut véritablement mettre de l'avant des mesures conduisant à une certaine égalité des chances en éducation, à défaut d'avoir une égalité parfaite.

Il faut considérer qu'à long terme, l'école est un élément qui peut amener le relèvement du niveau de revenus des générations futures. À brève échéance, toutefois, la présence des services d'éducation ne peut constituer un substitut aux politiques gouvernementales de développement économique, de soutien et de redistribution du revenu, ainsi qu'aux mesures sociales et culturelles, lorsqu'elles font défaut.

Il est important que nous combattons les mesures de privatisation de l'éducation, que nous revendiquions des budgets plus importants pour les clientèles scolaires des milieux défavorisés, que nous prônions l'ouverture de l'école face à ces milieux, que nous réaffirmions la nécessité de viser l'égalité des chances en éducation et que nous demandions aux responsables politiques de travailler en ce sens.

Le système scolaire québécois ne sera pas vraiment

democratique tant et aussi longtemps qu'il ne mettra pas tout en oeuvre pour assurer l'égalité des chances d'accès à l'éducation et de réussite. Cela suppose des mesures particulières et diversifiées qui répondent aux besoins des clientèles.

Une nouvelle réalité politique

Dans la foulée du Congrès 1990 de la CSN, qui a opté pour l'indépendance du Québec, nous croyons que le gouvernement du Québec doit contrer toute tentative du fédéral de s'immiscer dans l'éducation et la formation professionnelle et qu'il doit, dans l'élaboration de ses politiques et de ses programmes, se considérer comme le seul intervenant dans ces domaines.

Éduquer et former pour l'avenir

Au cours des années '80, notre système d'éducation a perdu des plumes par rapport au rôle prioritaire qu'il occupait depuis les années '60. Pourtant, nos retards en éducation persistent toujours sous plusieurs aspects et le Québec fait encore face à de nombreux défis en ce qui regarde son développement. En effet, la perspective d'un développement durable pour le Québec doit prendre en compte la lutte aux inégalités socio-économiques. L'éducation doit alors être vue comme un moyen privilégié pour contribuer à ce développement durable.

À l'époque où l'économie du Québec s'appuyait surtout sur ses secteurs primaire et secondaire, il était possible pour un jeune de quitter l'école relativement tôt, d'accéder au marché du travail et souvent d'y acquérir une formation. Cela était d'autant plus courant que le système d'éducation québécois était alors peu accessible et servait surtout, dès le cours secondaire, à la formation de l'élite québécoise. L'économie québécoise était alors basée sur la présence d'une main-d'oeuvre bon marché et d'industries à utilisation intensive de main-d'oeuvre, et les emplois étaient plus facilement accessibles à une population peu scolarisée. Cependant, avec la tertiarisation de son économie et la segmentation du marché du travail, les exigences se sont accrues. Le développement culturel et social a aussi poussé dans le sens d'une scolarisation plus grande de la population québécoise. La place de l'information dans notre société nécessite également un bagage de formation de plus en plus important et diversifié.

Considérant les tendances actuelles au plan économique, on peut prévoir que les entreprises, toujours à la recherche d'une plus grande productivité, modifieront leurs procédés de fabrication à l'aide des technologies les plus performantes disponibles. La désuétude des équipements sera ainsi de plus en plus vite atteinte. Le dépassement des technologies utilisées impliquera aussi un certain dépassement des compétences de la main-d'oeuvre. Celle-ci devra donc être en mesure d'assumer ces transformations technologiques, à

défaut de quoi le marché du travail les marginalisera et les confinerà au chômage et aux emplois les plus mal payés et les plus instables.

Non seulement la main-d'oeuvre devra t-elle acquérir une formation initiale qualifiante et transférabile, mais elle devra sans doute se perfectionner, apprendre, modifier ses connaissances au fur et à mesure de l'évolution des savoirs et des technologies. Cette main-d'oeuvre, pour garder une indépendance sur le marché du travail, sera en quelque sorte en formation permanente durant toute sa vie active. L'éducation permanente s'ajoutera donc à la formation initiale pour quiconque voudra évoluer sur le marché du travail.

Ainsi, alors qu'environ la moitié des emplois actuels requièrent entre 9 et 12 années de scolarité, seulement un tiers des emplois créés d'ici l'an 2000 se situeront dans cette catégorie. En effet, les deux tiers des emplois exigeront 13 ans ou plus de scolarité, soit un niveau d'études post-secondaires.

On peut voir, par cette statistique, à quelle vitesse diminuent les emplois demandant moins de 13 ans de scolarité. Si l'on considère le rehaussement incessant des exigences de la part des employeurs, on peut imaginer ce qu'il en sera de cette tendance après l'an 2000! Or, les jeunes qui quittent actuellement l'école secondaire seront sur le marché du travail jusqu'aux environs des années 2040. Quel sort leur sera réservé sur un marché du travail en rapide et continuelle transformation? Seront-ils à même de pouvoir se recycler si leurs connaissances de base sont déficientes?

Le gouvernement du Québec n'a pas encore élaboré de politique globale de formation de la main-d'oeuvre et de l'éducation des adultes. Une telle politique serait cependant en préparation depuis déjà quelque temps. Nous devrions accorder, comme mouvement syndical, une grande importance à ces moments d'orientation gouvernementale qui, de toute évidence, sont déjà très importants si on prend en compte les transformations économiques en cours.

Contrer l'analphabétisme

Sur l'ensemble de la population québécoise active actuelle, on sait que 17% a huit années ou moins de scolarité et que 34% n'a pas terminé son cours secondaire. Cela pose déjà un défi majeur en matière de perfectionnement et de recyclage.

Certaines personnes n'ont besoin que d'un bref retour à l'éducation des adultes pour être admissibles à des programmes de formation professionnelle. Pour d'autres, les besoins peuvent être beaucoup plus importants. C'est le cas, entre autres, des personnes analphabètes. L'analphabétisme est une réalité qui a remonté rapidement à la surface au cours des dernières années.

Selon une enquête menée en octobre 1989 par Statistique Canada, 6% des Québécoises et des Québécois ont de la difficulté à utiliser du matériel écrit et sont donc susceptibles

de déclarer ne pas être capables de lire. À cette population s'ajoute 15% de personnes qui ne sont pas capables d'utiliser du matériel écrit pour accomplir des tâches élémentaires comme repérer un mot familier dans un texte simple. Elles déclarent habituellement avoir de la difficulté à comprendre le matériel de lecture usuel. Selon les données de Statistique Canada, c'est près d'un million de Québécoises et de Québécois qui seraient analphabètes.

Dans la foulée de l'année internationale de l'alphabétisation, nous croyons que le gouvernement du Québec doit considérer comme étant une priorité collective le problème de l'analphabétisme et qu'il doit tout mettre en oeuvre pour corriger ce fléau.

Un avenir pour tous les jeunes

Alors que notre société génère plus de pauvreté, plus de chômage, plus d'iniquités sociales, on ne doit pas s'attendre à ce que notre système d'éducation se porte mieux quant à la persévérance scolaire, à l'accès aux diplômes ou à la diminution du décrochage. À ce niveau, il y a une responsabilité collective qui ne peut pas être reportée sur l'école.

La question du décrochage scolaire demeure très préoccupante et il y a certes lieu d'y consacrer des efforts particuliers. L'école ne peut pas tout faire à elle seule et on ne peut lui demander de pallier auprès des jeunes à tous les problèmes socio-économiques qui n'ont pas leur origine dans le milieu scolaire.

Dans tous les cas, nous croyons qu'il faut maintenir l'objectif d'offrir une formation de base la plus large possible et des possibilités de formation professionnelle intéressantes lorsque l'élève choisit cette voie. Cette formation doit contribuer à développer l'esprit critique et préparer les jeunes aux réalités du monde du travail. Nous croyons que l'école et le milieu doivent faire tout ce qui est possible pour qu'aucun jeune ne quitte l'école sans un bagage de connaissances suffisant. C'est peut-être là le défi majeur de l'école québécoise pour les prochaines années.

Enfin l'école doit reconnaître la diversité des clientèles et en ce sens, elle doit elle-même être diversifiée dans son enseignement. Une des richesses de l'école québécoise doit résider dans sa reconnaissance des différences chez sa clientèle scolaire et dans sa capacité à en tenir compte tout en maintenant la cohérence et les objectifs du réseau d'éducation.

L'enjeu de la formation professionnelle

Le gouvernement doit considérer la formation professionnelle comme un enjeu majeur pour la main d'oeuvre et le développement du Québec. Il doit reconnaître la nécessité d'y

investir des sommes importantes et d'impliquer les entreprises financièrement, autrement que par de simples mesures incitatives. Il doit établir une politique globale qui reconnait que les travailleuses et les travailleurs doivent avoir un contrôle sur leur formation, à partir de la définition de leurs besoins et ce, jusqu'à leur satisfaction. Cela doit d'ailleurs être le cas tant des syndiqués-es que des non syndiqués-es.

(N.B. La CSN travaille actuellement à élaborer un document politique sur la formation professionnelle.)

Investir dans la recherche-développement

Qu'il s'agisse de recherche en santé, de recherche sociale ou de recherche industrielle, il est clair que ces activités sont importantes pour le progrès social et économique. Le Québec, tout comme le Canada d'ailleurs, accuse des faiblesses certaines à ce niveau.

Si le taux de financement public de la recherche-développement, soit la part financée par l'État, situe le Québec dans la moyenne des pays industrialisés, il n'en reste pas moins que cette part n'a cessé de diminuer au cours des dernières années, passant de 42 à 38% entre 1983 et 1987.

La situation des universités au Québec en matière de recherche-développement nous préoccupe particulièrement. Leur sous-financement affecte notamment leurs activités de recherche qui progressent beaucoup trop lentement depuis le début des années 80. Cela handicape sérieusement les contributions de ces institutions publiques à la recherche-développement. Nous devons souligner que les entreprises contribuent assez peu à la recherche-développement universitaire. Dans les faits, elles ne soutiennent que 10% du financement des activités universitaires.

Bien sûr, le fait de soutenir davantage la recherche universitaire ne doit pas détourner ces institutions de leur rôle essentiel d'enseignement et de scolarisation de la population québécoise. Cela ne doit pas non plus conduire à un clivage entre des universités de recherche et des universités d'enseignement.

Le personnel au cœur des services

L'édification de notre système public, moderne d'éducation a nécessité des réformes et des modifications structurelles mais a surtout été possible par les investissements en ressources humaines consentis par le gouvernement et les établissements, ainsi que par les efforts déployés par ces ressources.

Nous parlons ici des femmes et des hommes qui occupent des fonctions d'enseignement, de soutien technique, administratif ou professionnel, d'entretien et de services. Ce sont ces personnes qui, par leurs contacts quotidiens avec les

élèves et les étudiantes, ont contribué à l'atteinte ou au rapprochement de nos grands objectifs de société en éducation. Ce sont ces personnes qui ont concrétisé et personnalisé l'objectif d'avoir un système public d'éducation de qualité qui réponde aux multiples besoins des jeunes et des adultes.

Pour que l'éducation redevienne une priorité nationale avec des objectifs qui nous forcent collectivement à investir et à miser sur nos services publics d'éducation, il nous faudra notamment arrêter le mouvement de précarisation des conditions de travail qui s'est développé au cours des années 80.

Non seulement cela aura-t-il un effet sur les conditions objectives dans lesquelles sont donnés les services d'éducation mais aussi, en contribuant à valoriser et à reconnaître l'importance de ces services, on rehaussera l'attraction vers les diverses professions du milieu de l'éducation.

Par ailleurs, le système d'éducation actuel est caractérisé par une proportion importante d'enseignantes au niveau primaire, proportion qui diminue graduellement au fur et à mesure qu'on approche des études post secondaires. Nous croyons que pour améliorer la place qu'occupent les femmes dans l'éducation et afin de projeter auprès des clientèles un portrait plus représentatif de l'importance des femmes dans notre société, il faut favoriser des mécanismes appropriés d'accès à l'égalité qui permettront de corriger la situation.

La nécessité de remplacer prochainement un nombre important d'enseignantes et d'enseignants (plus particulièrement au niveau universitaire) doit être l'occasion de s'assurer d'une représentation féminine équitable dans tous les secteurs d'enseignement.

En guise de conclusion

Pour terminer, il y a deux points sur lesquels nous voulons insister, car ils couvrent plusieurs aspects importants de l'éducation: la démocratisation de l'éducation et le rôle de l'État québécois.

L'accès et le contrôle le plus large possible des services d'éducation pour le plus grand nombre et dans les meilleures conditions possibles doivent demeurer au centre de la démocratisation de l'éducation. À travers les questions de financement, de régionalisation, de partage des juridictions, il faut que ces objectifs d'accès et de contrôle par la population demeurent la trame de fond de la démocratisation en éducation.

De plus, de nombreux efforts sont encore nécessaires pour atteindre notamment les objectifs d'accessibilité fixés il y a plus de 25 ans par le rapport Parent. Il reste également des efforts à faire à bien d'autres égards, qu'il s'agisse des services à des clientèles spécifiques telles les personnes handicapées, ou encore des services en région, de la question de la professionnalité, de la gratuité, etc.

Sans revenir sur ce que l'État doit ou ne doit pas assumer en éducation, il nous semble important d'insister sur un rôle

incontournable de l'État québécois, soit celui de faire de l'éducation une priorité permanente.

Nous attendons de l'État qu'il accorde une place prioritaire à l'éducation au Québec en soumettant aux débats les orientations de notre système d'éducation, en proposant de nouveaux objectifs collectifs et en s'assurant que l'éducation soit toujours une préoccupation dans les orientations des diverses politiques gouvernementales. Il faut que l'État reconnaisse que l'éducation est un pilier de notre développement qu'il faut sans cesse renforcer. C'est la première condition pour poursuivre dans la voie de la démocratisation.

Sources statistiques

- Confédération des syndicats nationaux, *Plate-forme en éducation*, Montréal, 1990.
- Conseil des collèges, *La réussite, les échecs et les abandons au collégial*, Rapport 1987-1988, Québec, 1988.
- Conseil supérieur de l'éducation, *L'alphabétisation et l'éducation de base au Québec : une mission à assumer solidairement*, Québec, 1990.
- Conseil supérieur de l'éducation, *Rapport annuel 1987-1988 sur l'état et les besoins en éducation*, Québec, 1988.
- Demers, Marius, *L'effort financier en éducation, 1981-1982 à 1988-1989*, ministère de l'Éducation, Québec, 1989.
- La Haye, Jacques et Y. Saint-Amour, *L'effectif étudiant des universités québécoises en équivalence temps complet*, ministère de l'Enseignement supérieur et de la Science, Québec, 1988.
- Ministère de l'Éducation du Québec, *L'école québécoise et les communautés culturelles* (Rapport Chancy), Québec, 1985.
- Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Science, *Indicateurs de l'activité scientifique*, Compendium 1990, Québec, 1990.

Note: La plate-forme CSN en éducation est disponible dans tous les syndicats de l'éducation et au Service de la documentation de la CSN.

Synthèse des propositions de la plate-forme CSN en éducation

Les propositions qui suivent s'inscrivent dans une perspective de continuité d'implication de la CSN en matière d'éducation. La synthèse des propositions que nous présentons reprend plusieurs positions de la CSN, en suggère de nouvelles tout en ne répondant pas à toutes les questions soulevées ou négligées dans la plate-forme. Cette synthèse se veut surtout une base qui suscite la réflexion commune, la discussion et l'action syndicales afin d'enrichir notre travail d'intervention en éducation.

1 Propositions d'ordre général sur l'éducation

1. Que la CSN continue de promouvoir l'école comme lieu public de formation générale et professionnelle accessible et donnant aux jeunes et aux adultes les chances et la préparation nécessaire pour pouvoir participer et profiter de la vie socio-culturelle, économique et politique, dans le respect des différences de chacun, au sein d'une société démocratique. (Sections 1.1, 1.2.1, 2.1, 3.2, 3.3, 3.4, 3.8 de la *Plate-forme CSN en éducation*)

2. Considérant que les progrès que nous avons réalisés en éducation depuis les années '60 ont été rendus possibles parce que l'État prenant en charge le système public d'éducation, parce qu'il plaçait l'éducation au rang des premières priorités nationales, en acceptant de fixer des objectifs élevés en éducation et de leur accorder l'appui politique nécessaire;

Considérant que par ailleurs, par son discours et ses diverses restrictions budgétaires, l'État a également contribué à secondariser l'éducation au cours de la dernière décennie, si bien que celle-ci n'apparaît plus comme un des piliers de la société québécoise;

Considérant l'importance de l'éducation dans la préparation des jeunes à la vie adulte et dans la formation des adultes;

Considérant que l'éducation devrait être un outil important dans la réduction des inégalités sociales et économiques, dans l'édification d'une société plus juste et plus harmonieuse;

que la CSN intervienne auprès de l'État québécois afin qu'il accorde une place prioritaire à l'éducation en soumettant au débat public les orientations de notre système d'éducation, en proposant de nouveaux objectifs collectifs et en s'assurant que l'éducation demeure toujours une préoccupation dans les orientations des diverses politiques gouvernementales. Il faut que l'État reconnaisse que l'éducation, à travers son système public d'enseignement, est un pilier de notre développement qu'il faut sans cesse renforcer. (Sections 3 et 4)

3. Considérant que la démocratisation en éducation est et doit demeurer un concept vivant, dynamique, qui s'enrichit de nouveaux objectifs au fur et à mesure de l'évolution de la société;

Considérant que le caractère démocratique de nos services d'éducation doit sans cesse être réaffirmé face aux nouvelles réalités;

Considérant que l'accès et le contrôle le plus large possible des services d'éducation pour le plus grand nombre et dans les meilleures conditions possibles doivent demeurer au centre de la démocratisation de l'éducation;

que la CSN insiste pour que la démocratisation guide les débats et les actions en éducation. Dans cette perspective, il est nécessaire de procéder à une évaluation des règles et mécanismes de démocratie en usage dans les institutions publiques d'enseignement, par exemple, les élections scolaires et les conseils d'administration des cégeps. (Sections 2.2.1, 4.1)

4. Que la CSN continue d'intervenir auprès des autorités responsables pour que les intérêts des travailleuses et travailleurs qu'elle représente soient constamment pris en compte dans l'élaboration des politiques gouvernementales en matière d'éducation et de formation professionnelle. (Section 2.2.2)

5. Que la CSN continue de revendiquer la déconfessionnalisation du système scolaire public du Québec et demande au gouvernement du Québec ainsi qu'aux commissions scolaires d'agir en ce sens. (Sections 2.1.1.2, 2.5.8)

6. Considérant la nécessité d'offrir une formation professionnelle adéquate aux jeunes qui choisissent cette voie;

que la CSN réitère la nécessité de fournir à toutes et à tous une formation générale de base suffisante permettant que les jeunes aient plus de choix et de possibilités sur un marché du travail de plus en plus changeant, qu'ils soient mieux préparés à choisir un métier ou une profession et qu'ils disposent d'un bagage de connaissances qui développe l'esprit critique. (Sections 2.5.5, 3.4)

7. Que la CSN continue de revendiquer du gouvernement du Québec que celui-ci s'engage à contrer toute tentative du gouvernement fédéral de s'immiscer dans l'éducation et la formation professionnelle et que, dans l'élaboration de ses politiques et programmes, il s'affirme comme étant le seul responsable politique. Il doit à cet effet, récupérer tous les pouvoirs d'intervention en éducation et en formation professionnelle. (Sections 2.3.1, 3.1)

8. La CSN considère que les institutions d'enseignement doivent être particulièrement sensibles à la réalité socio-économique de leur région dans le développement de leurs programmes d'enseignement et de leurs services, afin de participer davantage à la dynamique du développement régional et d'ouverture sur le milieu. (Section 2.5.3)

2 Propositions quant à l'accessibilité en éducation

9. Compte tenu du retard persistant quant à la scolarisation de la population québécoise francophone par rapport à la population anglophone du Québec et à la population canadienne,

que la CSN demande au gouvernement du Québec de prendre, en collaboration avec les intervenants du milieu de l'éducation, tous les moyens nécessaires pour poursuivre le rattrapage et combler l'écart de scolarisation dans les meilleurs délais. (Sections 2.5.1, 2.5.7)

10. Que la CSN réitère sa revendication à l'effet que le gouvernement du Québec planifie et poursuive le développement des services publics d'éducation au niveau régional afin d'améliorer l'accessibilité à tous les ordres d'enseignement pour les populations habitant en dehors des grands centres urbains et ce, en octroyant les ressources nécessaires pour offrir des services de qualité. (Section 2.5.3)

11. Considérant l'état et les conditions de la fréquentation scolaire dans les milieux socio-économiquement défavorisés et la nécessité d'ouvrir l'école à la réalité et aux valeurs de ces milieux,

la CSN revendique auprès des autorités responsables en éducation, des budgets plus importants pour les clientèles scolaires des milieux socio-économiquement défavorisés, afin d'assurer l'égalité des chances d'accès à l'éducation et de succès scolaires.

Dans une approche globale de politiques gouvernementales de réduction des inégalités socio-économiques, la CSN demande au gouvernement du Québec, par le biais des ministères à vocation éducative et sociale, d'étudier l'état de la fréquentation scolaire dans les milieux socio-économiquement défavorisés, l'impact de l'origine socio-économique sur le rendement, la persévérance aux études et qu'il détermine les mesures nécessaires pour réduire les iniquités reliées à l'origine socio-économique. (Section 2.5.9)

12. Considérant la nécessité de faciliter la fréquentation scolaire des personnes handicapées et de favoriser leur intégration à l'enseignement régulier,

la CSN revendique auprès des autorités responsables en éducation, les budgets et les mesures nécessaires pour les personnes handicapées afin d'assurer l'égalité des chances d'accès à l'éducation et de succès scolaire.

13. Considérant que les personnes analphabètes sont lésées dans leur participation à la vie culturelle, sociale, politique et économique, et considérant l'ampleur du problème de l'analphabétisme au Québec,

la CSN demande au gouvernement du Québec de considérer la lutte à l'analphabétisme comme étant une priorité collective. Cela suppose notamment les ressources nécessaires dans le système public

d'éducation et un support financier adéquat aux groupes populaires d'alphabétisation. (Section 3.3)

14. La CSN considère nécessaire que les intervenantes et intervenants en éducation poursuivent le travail déjà amorcé pour transmettre des valeurs d'équité dans les programmes d'enseignement et pour atteindre un meilleur équilibre entre hommes et femmes dans les choix de filières de formation. (Section 2.5.4)

15. Compte tenu des exigences actuelles et futures en matière d'éducation pour pouvoir participer à la vie culturelle, sociale, politique et économique et compte tenu de la nécessité de poursuivre la scolarisation de la population québécoise,

que la CSN propose au gouvernement comme objectif collectif l'atteinte du diplôme d'études secondaires pour toutes les étudiantes et tous les étudiants québécois d'ici l'an 2010.

Dans cette perspective, les autorités responsables en éducation doivent tout mettre en œuvre pour contrer le décrochage scolaire, particulièrement en poursuivant les recherches sur les causes du décrochage et sur les difficultés d'apprentissage des jeunes. (Sections 3, 3.4)

16. Que la CSN intervienne auprès du gouvernement pour que le régime des prêts et bourses soit le plus incitatif possible à la fréquentation scolaire et ce, au plus faible niveau d'endettement possible des étudiantes et étudiants. (Section 2.3.3.1)

3 Propositions concernant le financement de l'éducation

17. Que la CSN revendique un financement complet de l'éducation par l'État québécois. Les fonds nécessaires doivent provenir d'un régime fiscal progressif, c'est-à-dire qui tient compte de la réelle capacité de payer des contribuables et des entreprises. (Section 2.3.1)

18. Considérant la faible contribution financière des entreprises privées au financement de l'éducation et de la formation professionnelle,

la CSN demande au gouvernement québécois d'envisager des formes spécifiques de prélèvement fiscal auprès des entreprises pour assurer une contribution plus significative de leur part à ce financement, sans que cela implique une subordination des institutions d'enseignement aux besoins spécifiques des entreprises. (Section 2.3.2)

19. Considérant la tendance à introduire des tarifications directes ou indirectes de plus en plus lourdes aux usagères et usagers des services d'éducation,

la CSN dénonce ces tarifications qui remettent en cause le principe de la gratuite et de l'accessibilité, demande au gouvernement québécois d'étudier l'état réel de la gratuite scolaire au niveau de l'enseignement primaire et secondaire, ainsi qu'au collégial et exige les correctifs nécessaires pour assurer la gratuite. (Section 2.3.3)

20. Dans le cadre d'une politique globale soumise au débat public, la CSN demande au gouvernement québécois d'étudier l'état du financement du réseau public de l'éducation à tous les ordres d'enseignement, les besoins prévisibles de financement et les divers modes de financement. (Section 2.3)

21. Compte tenu des fonds publics qui servent à subventionner le réseau des écoles privées au Québec et compte tenu du sous-financement du réseau public d'éducation.

la CSN revendique auprès du gouvernement québécois le développement d'un seul réseau public d'enseignement, harmonise dans ses règles de fonctionnement et de financement public intégral en assurant l'intégration des personnels des maisons d'enseignement privées au réseau public. (Sections 2.1.1.3, 2.3.4)

22. Considérant les besoins croissants en éducation des adultes et considérant la tendance à imposer de plus en plus de frais de scolaire,

la CSN revendique des maintenant la gratuite de l'éducation des adultes pour les niveaux où la gratuite est la règle générale dans l'enseignement régulier. (Section 2.3.5)

4 Propositions concernant les personnels de l'éducation

23. Considérant que le personnel de l'éducation constitue le cœur du système d'éducation,

que la CSN et ses fédérations poursuivent leurs revendications pour des emplois et des bonnes conditions de travail pour les travailleuses et travailleurs du secteur de l'éducation, en luttant notamment contre la précarisation du travail et ses effets. (Sections 2.4.1.5, 2.4.2, 3.7)

24. Que la CSN et ses fédérations affiliées poursuivent le travail de syndicalisation dans l'éducation et de négociation dans la perspective du développement d'un système public d'éducation de qualité, accessible à tous les niveaux et dans toutes les régions du Québec. (Section 1.2.2)

25. Que la CSN continue de soutenir les travailleuses et travailleurs pour gagner l'implantation de programmes efficaces d'accès à l'égalité dans tous les établissements du réseau de l'éducation et pour obtenir l'équité salariale entre hommes et femmes. (Sections 2.4.1.2, 3.7)

26. Compte tenu des changements technologiques, des modifications de programmes, de procédés et de matériel d'enseignement ou de soutien à l'enseignement,

la CSN et ses fédérations affiliées demandent au gouvernement du Québec de consacrer plus d'importance au perfectionnement et au recyclage des ressources humaines et d'en faciliter l'accès pour toutes les catégories de personnel. (Sections 2.4.1.4, 3.7)

27. Dans la perspective du remplacement prévisible d'une partie importante des personnels à tous les ordres d'enseignement,

la CSN demande au gouvernement du Québec de planifier ce renouvellement d'effectifs et de prendre les moyens nécessaires pour valoriser notamment la profession d'enseignante et d'enseignant. (Sections 2.4.1.3, 3.7)

5 Propositions concernant la pluriethnicité

28. Compte tenu que la composition pluriethnique de l'école et de la société est une richesse collective,

la CSN considère que la connaissance et le respect d'autrui, quelles que soient la race, la couleur, la religion, la langue d'origine et la culture, font partie des valeurs à transmettre par l'école. (Section 2.5.8)

29. Compte tenu de la pluriethnicité croissante de l'école et de la société québécoise,

la CSN demande que la transmission des valeurs et connaissances d'autrui basée sur la tolérance, sur le respect des différences et sur l'ouverture aux diverses ethnies et cultures, se reflète dans le matériel et le soutien pédagogique et socio-culturel ainsi que par la composition ethnique des personnels de l'éducation.

La CSN revendique notamment l'implantation de programmes d'accès à l'égalité pour les minorités ethniques. (Section 2.5.8)

6 Propositions concernant la langue française

30. La CSN demande que l'apprentissage et la valorisation du français à l'école soient appuyés par une volonté politique claire du gouvernement de faire du français, dans les faits et dans la loi, la langue officielle de communication, d'affichage, de travail et d'intégration des communautés ethniques au Québec. (Section 2.5.7)

31. Considérant la nécessité de poursuivre l'intégration des allophones à l'école française selon les dispositions de la loi 101,

la CSN revendique le maintien des acquis de cette loi notamment pour l'éducation et revendique que le français, langue officielle du Québec,

soit la langue d'intégration des allophones au Québec et que le français soit reconnu, respecté et appris par toutes les étudiantes et tous les étudiants. (Section 2.5.7)

7 Propositions concernant la formation professionnelle

32. Pour faciliter l'intégration au marché du travail des étudiantes et des étudiants sortant du cours secondaire.

la CSN réclame la mise sur pied de programmes de collaboration entre l'école, l'entreprise et le milieu, que ce soit pour des stages ou autres formes de coopération; ces programmes doivent être conçus et développés en évitant de subordonner l'école aux besoins spécifiques de l'entreprise ou du milieu. (Sections 2.5.5, 3.4)

33. Pour les étudiantes et les étudiants qui choisissent la voie de la formation professionnelle.

la CSN demande aux ministères responsables d'établir des passerelles entre la formation professionnelle au secondaire et celle du collégial, ainsi qu'entre le collégial et l'université. (Section 3.4)

34. Que la CSN intervienne auprès du gouvernement du Québec pour que celui-ci élabore avec les intervenants du monde du travail et de l'éducation une politique globale en matière de formation professionnelle. (Section 3, 3.5)

35. La CSN considère qu'une politique gouvernementale de formation professionnelle doit contenir les éléments suivants:

- la formation de la main-d'œuvre doit être accessible et gratuite pour les travailleuses et les travailleurs;
- elle doit s'appliquer à l'ensemble des régions et à tous les ordres d'enseignement;
- le gouvernement doit s'assurer de l'implication financière des entreprises et de l'implication des travailleuses et des travailleurs dans l'élaboration des programmes de formation;
- la politique doit prévoir des formes de congé éducation permettant le perfectionnement et le recyclage de la main-d'œuvre;
- la politique doit prévoir des mesures quant à la reconnaissance des acquis non académiques pour les adultes. (Section 3.5)

36. La CSN considère qu'une politique de formation professionnelle doit viser une formation qualifiante et transférable c'est-à-dire:

- une formation ouverte et diversifiée qui permet de faire face à

plusieurs changements, d'avoir accès à plus d'un emploi, à plusieurs fonctions;

- une formation qui implique une compréhension du contexte économique et social y compris du rôle du syndicalisme, des lois pertinentes du travail, de la santé-sécurité au travail. (Section 3.5)

37. La CSN revendique que la formation professionnelle soit reconnue officiellement en terme de diplomation. De plus, la formation professionnelle doit passer prioritairement par le biais du système public d'enseignement. A cet égard, le réseau collégial public doit jouer un rôle plus important. (Sections 3.4, 3.5)

38. La CSN considère que la définition d'une politique de formation professionnelle suppose une interaction constructive entre les ministères à vocation éducative et celui de la formation professionnelle ainsi qu'entre les institutions publiques d'enseignement, les organismes de formation professionnelle et les entreprises. (Sections 3.4, 3.5)

39. Considérant la nécessité de reconnaître la spécificité de l'enseignement aux adultes, que ce soit au niveau de la pédagogie, de l'adaptation des contenus, des rythmes d'apprentissage ou de la formation des groupes,

la CSN défend l'importance de maintenir une distinction entre les services d'éducation aux adultes et ceux s'adressant aux jeunes dans les commissions scolaires. (Section 3.5)

40. Considérant que les syndicats ont un rôle important à jouer en matière de formation professionnelle, tant sur les organismes à l'extérieur de l'entreprise qui s'occupent de formation professionnelle (en l'occurrence les Centres de formation professionnelle) qu'à l'intérieur de l'entreprise,

la CSN considère important de renforcer l'implication syndicale permettant de participer à la définition des besoins de formation, à l'élaboration des contenus, à l'élaboration des programmes, au choix des salarié-e-s et nous assurant de la contribution de l'employeur. (Section 3.5)

(Note: Outre le guide syndical déjà produit, la CSN travaille actuellement à élaborer un document politique sur la formation professionnelle.)

8 Proposition concernant la recherche-développement

41. Considérant l'importance de la recherche-développement dans le développement social et économique,

Considérant la nécessité d'articuler les objectifs d'une politique de recherche-développement avec une politique de développement industriel, de plein-emploi et de formation de la main-d'œuvre, ainsi qu'avec les

que la CSN défende auprès du gouvernement du Québec la nécessité de consolider la politique québécoise de recherche-développement dans l'objectif de rattraper les retards par rapport aux autres pays industrialisés. Dans cette perspective, le gouvernement du Québec doit oeuvrer avec ses partenaires socio-économiques, assurer aux institutions publiques, notamment aux universités, une place prépondérante et viser la formation de diplômé-e-s aux études supérieures dans des conditions d'études et de recherche adéquates. Cela ne doit pas remettre en cause la fonction première d'enseignement des universités ni la recherche fondamentale en milieu universitaire. (Section 3.6)

9 Propositions concernant l'implication des membres

42. Considérant la nécessité de poursuivre la démocratisation des institutions et de l'éducation,

la CSN invite ses membres et organismes (conseils centraux et fédérations) à s'impliquer dans les divers processus de représentation et de direction des établissements d'éducation et de formation professionnelle (à tous les ordres d'enseignement, dans les organismes-conseils en éducation, dans les Centres de formation professionnelle). (Sections 2.2.1, 3.5)

43. La CSN invite ses membres à exprimer leur droit de vote lors des élections scolaires et à soutenir les candidates et candidats qui défendent une conception de l'éducation en accord avec nos positions. (Section 2.2.1)

10 Proposition concernant les alliances

44. Dans le but de faire avancer ses positions en matière d'éducation,

que la CSN, en collaboration avec ses fédérations et conseils centraux, initie ou participe à toute alliance qu'elle jugera nécessaire avec d'autres organismes oeuvrant en éducation.

11 Propositions quant aux travaux à poursuivre

45. Que la CSN, en collaboration avec les fédérations concernées, poursuive ses travaux et interventions en éducation afin que ce dossier demeure une préoccupation constante.

46. Dans la poursuite des travaux sur l'éducation, la CSN, en collaboration avec les fédérations concernées, doit se pencher particulièrement sur les interrelations entre la politique d'éducation, la politique de santé et de services sociaux, la politique familiale et la politique culturelle.

De plus, des études spécifiques de la condition étudiante doivent être entreprises tels que le rapport travail-études, le niveau de vie et la culture des jeunes.

47. Dans l'élaboration de son document politique sur la formation professionnelle prévu pour le printemps 1991, la C.S.N., en collaboration avec les fédérations concernées, doit examiner la relation entre la formation professionnelle et l'éducation des adultes, définir leur terrain respectif, la place de l'éducation à caractère socio-culturel dans l'un et l'autre, les liens à entretenir entre les ministères à vocation éducative et le ministère de la Main-d'œuvre, de la Sécurité du revenu et de la Formation professionnelle.

